

ÉTATS FINANCIERS  
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES  
30 JUIN 2024 et 2023



CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	30 juin 2024	31 décembre 2023
<b>ACTIF</b>			
Trésorerie		1 313	1 691
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement		3 351	1 569
Avances à des déposants		245	1 171
Revenus de placement courus et à recevoir		1 750	1 411
Autres actifs		3 806	705
Placements	3	534 461	504 902
<b>Total de l'actif</b>		<b>544 926</b>	<b>511 449</b>
<b>PASSIF</b>			
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement		4 567	4 503
Autres passifs		4 793	2 248
Passifs relatifs aux placements	3	83 426	70 451
<b>Total du passif excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>		<b>92 786</b>	<b>77 202</b>
<b>ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS</b>		<b>452 140</b>	<b>434 247</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

**ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Note	2024	2023
Revenus de placement		5 890	4 854
Dépenses de placement		(1 976)	(1 225)
Revenu net de placement	6	3 914	3 629
Charges d'exploitation		(471)	(433)
<b>Revenu net</b>		<b>3 443</b>	<b>3 196</b>
<b>Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur</b>	6	<b>14 120</b>	<b>13 013</b>
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	6	<b>17 563</b>	<b>16 209</b>
Distributions aux déposants		(6 704)	(4 944)
<b>Résultats net et global attribuables aux déposants</b>		<b>10 859</b>	<b>11 265</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET ATTRIBUABLE AUX DÉPOSANTS

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

(en millions de dollars canadiens) (non audités)

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2023	1 654	6	3 393	429 194	434 247
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	10 859	10 859
Distributions aux déposants	8 782	-	(2 078)	-	6 704
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(10 223)	-	-	10 223	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	1 703	-	-	(1 703)	-
<b>Dépôts</b>					
Contributions nettes	330	-	-	-	330
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2024</b>	<b>2 246</b>	<b>6</b>	<b>1 315</b>	<b>448 573</b>	<b>452 140</b>

	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Distributions à verser aux déposants	Dépôts à participation	Actif net attribuable aux déposants
Solde au 31 décembre 2022	1 407	6	986	399 488	401 887
<b>Attributions et distributions</b>					
Résultats net et global attribuables aux déposants	-	-	-	11 265	11 265
Distributions aux déposants	4 969	-	(25)	-	4 944
<b>Dépôts à participation</b>					
Émission d'unités de dépôts à participation	(10 046)	-	-	10 046	-
Annulation d'unités de dépôts à participation	1 874	-	-	(1 874)	-
<b>Dépôts</b>					
Contributions nettes	6 113	-	-	-	6 113
<b>SOLDE AU 30 JUIN 2023</b>	<b>4 317</b>	<b>6</b>	<b>961</b>	<b>418 925</b>	<b>424 209</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

**TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Pour les périodes de six mois closes les 30 juin

*(en millions de dollars canadiens) (non audités)*

	Note	2024	2023
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Résultats net et global attribuables aux déposants		10 859	11 265
<b>Ajustements pour :</b>			
(Gains) pertes nets non réalisés sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer		(99)	74
(Gains) pertes nets de change sur les billets de trésorerie et à terme et les emprunts à payer		961	(756)
Distributions aux déposants		6 704	4 944
<b>Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation</b>			
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement		(1 782)	(143)
Avances à des déposants		926	529
Revenus de placement courus et à recevoir		(339)	(161)
Autres actifs		(3 101)	(209)
Placements		(29 479)	(24 556)
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement		64	1 850
Autres passifs		2 545	654
Passifs relatifs aux placements		10 852	(2 290)
		(1 889)	(8 799)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
Variation nette des billets de trésorerie à payer		-	(1 073)
Émission de billets de trésorerie à payer		4 438	9 288
Remboursement de billets de trésorerie à payer		(6 968)	(8 826)
Variation nette des emprunts à payer		(1 216)	(802)
Émission de billets à terme à payer		5 007	6 380
Remboursement de billets à terme à payer		-	(2 681)
Contributions nettes		330	6 113
		1 591	8 399
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		(298)	(400)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		1 791	1 501
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>		1 493	1 101
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :</b>			
Trésorerie		1 313	1 101
Équivalents de trésorerie	3	180	-
		1 493	1 101
<b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>			
Intérêts et dividendes reçus		5 419	4 452
Intérêts payés		(1 920)	(1 083)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Les chiffres présentés dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audités)

### 1. CONSTITUTION ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), personne morale de droit public au sens du Code civil du Québec, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (RLRQ, chapitre C-2) (Loi).

La CDPQ a élu domicile au Québec, Canada. L'adresse du siège social est le 65, rue Sainte-Anne, Québec, Canada. Le bureau principal de la CDPQ est situé au 1000, place Jean-Paul-Riopelle, Montréal, Canada.

La CDPQ a pour mission de recevoir des sommes en dépôt conformément à la Loi et de les gérer en recherchant le rendement optimal du capital des déposants dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication autorisée le 9 août 2024.

#### États financiers consolidés intermédiaires

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de la CDPQ. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ comprennent les comptes du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés ainsi que les comptes de ses filiales qui offrent exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion. Les opérations et les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires.

#### Fonds général

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie et d'équivalents de trésorerie aux fins des opérations de la CDPQ ainsi que la gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et des activités de financement.

#### Portefeuilles spécialisés

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes dans lesquelles les fonds particuliers peuvent investir sous forme de dépôts à participation. Les différents portefeuilles spécialisés de la CDPQ sont :

- Valeurs à court terme (740);
- Taux (765);
- Crédit (766);
- Infrastructures (782);
- Immeubles (710);
- Marchés boursiers (737);
- Placements privés (780);
- Répartition de l'actif (771).

## 2. MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

### Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires de la CDPQ pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2024 et 2023 ont été préparés conformément à l'IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle que publiée par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Les états financiers consolidés intermédiaires n'incluent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022.

### Présentation et base d'évaluation

La CDPQ évalue à la juste valeur par le biais du résultat net (JVBRN) l'ensemble de ses instruments financiers, incluant les participations dans des filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les entités structurées. Les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion sont consolidées conformément aux modalités prévues à l'IFRS 10 – *États financiers consolidés*.

Les états consolidés intermédiaires de la situation financière sont présentés selon le critère de liquidité.

### Événement important

Le 26 avril 2024, la CDPQ a procédé au rachat de la totalité des actions détenues par les actionnaires minoritaires dans ses filiales immobilières (Ivanhoé Cambridge et Otéra Capital), soit 1,3 G\$ pour Ivanhoé Cambridge et 0,1 G\$ pour Otéra Capital. Suivant la clôture de la transaction, les activités de Ivanhoé Cambridge et de Otéra Capital ont été intégrés au sein des portefeuilles spécialisés Immeubles (710) et Crédit (766), respectivement. Les filiales immobilières sont désormais considérées comme des filiales d'investissements qui ont pour unique objectif de détenir des placements.

Suivant l'intégration des filiales immobilières, la présentation et la base d'évaluation de ces filiales au 30 juin 2024 n'ont pas été modifiées. CDPQ se qualifiant à titre d'entité d'investissement, seulement les filiales offrant exclusivement des services liés aux activités de financement, administratifs et de gestion sont consolidées, ainsi les filiales immobilières continueront d'être évaluées à la JVBRN. Cependant, certaines notes complémentaires ont été ajustées afin d'harmoniser la divulgation avec les autres filiales d'investissement de la CDPQ, notamment la note 5 et la note 10.

### Contexte d'incertitude économique

Les marchés financiers sont source d'incertitude, notamment en raison des tensions géopolitiques et de la volatilité des taux d'intérêt qui continuent de perturber l'activité économique mondiale.

Les principales estimations et hypothèses de même que l'analyse et la gestion des risques tiennent compte des incertitudes et des facteurs connus à ce jour. Les principales estimations et hypothèses incluent celles entourant les données d'entrée non observables utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs. Les meilleures estimations de la CDPQ sont reflétées dans les résultats présentés.

### 3. PLACEMENTS ET PASSIFS RELATIFS AUX PLACEMENTS

#### a) Placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des placements :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
<b>Placements</b>		
<b>Équivalents de trésorerie</b>		
Valeurs à court terme	180	100
<b>Total des équivalents de trésorerie</b>	<b>180</b>	<b>100</b>
<b>Titres à revenu fixe</b>		
Valeurs à court terme	249	960
Titres achetés en vertu de conventions de revente	12 423	15 383
Créances d'entreprises	1 945	2 559
Obligations		
Gouvernements	94 299	69 890
Sociétés d'État et autres administrations publiques	5 799	6 496
Secteur corporatif	13 112	13 174
Fonds de titres à revenu fixe	865	1 247
<b>Total des titres à revenu fixe</b>	<b>128 692</b>	<b>109 709</b>
<b>Titres à revenu variable</b>		
Actions		
Cotées en bourse	126 150	123 003
Non cotées	21 195	20 801
<b>Total des titres à revenu variable</b>	<b>147 345</b>	<b>143 804</b>
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>		
Placements de biens immobiliers	58 328	57 970
Placements de dettes immobilières	21 920	22 511
Placements privés	62 864	60 018
Placements d'infrastructures	58 155	54 127
Placements de titres à revenu fixe	42 836	40 571
Placements de fonds de couverture	7 852	7 509
Placements de marchés boursiers	5 137	5 347
<b>Total des participations dans des filiales non consolidées</b>	<b>257 092</b>	<b>248 053</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>1 152</b>	<b>3 236</b>
<b>Total des placements</b>	<b>534 461</b>	<b>504 902</b>



## b) Passifs relatifs aux placements

Le tableau suivant présente la juste valeur des passifs relatifs aux placements :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
<b>Passifs relatifs aux placements</b>		
<b>Passifs financiers non dérivés</b>		
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	40 947	29 805
Titres vendus à découvert		
Actions	1 016	690
Obligations	-	416
Billets de trésorerie à payer	6 898	9 151
Emprunts à payer	426	1 635
Billets à terme à payer	32 624	27 039
<b>Total des passifs financiers non dérivés</b>	<b>81 911</b>	<b>68 736</b>
<b>Instruments financiers dérivés (note 4)</b>	<b>1 515</b>	<b>1 715</b>
<b>Total des passifs relatifs aux placements</b>	<b>83 426</b>	<b>70 451</b>

## 4. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés détenus par la CDPQ :

	30 juin 2024			31 décembre 2023		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
<b>Marchés réglementés</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	111 165	-	-	165 312
Options	28	40	20 711	-	-	-
<b>Dérivés sur actions</b>						
Contrats à terme normalisés	-	-	8 981	-	-	8 589
<b>Total des marchés réglementés</b>	<b>28</b>	<b>40</b>	<b>140 857</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>173 901</b>
<b>Marchés hors cote</b>						
<b>Dérivés de taux d'intérêt</b>						
Trocis	-	35	1 628	-	30	630
Trocis réglés sur une chambre de compensation	-	-	113 577	-	-	93 350
Contrats à terme de gré à gré	-	-	-	-	8	785
Options	146	222	15 850	60	83	5 050
<b>Dérivés de change</b>						
Trocis	318	295	24 840	372	165	19 565
Contrats à terme de gré à gré	405	657	165 495	2 300	1 185	151 637
Options	12	-	2 175	15	-	1 573
<b>Dérivés de défaillance de crédit</b>						
Trocis réglés sur une chambre de compensation	-	-	5 491	-	-	4 292
Options	-	7	4 926	3	-	1 580
<b>Dérivés sur actions</b>						
Trocis	187	259	12 740	453	242	12 276
Options	43	-	7 385	20	1	9 162
Bons de souscription	13	-	14	13	-	14
<b>Dérivés de produits de base</b>						
Contrats à terme de gré à gré	-	-	-	-	1	80
<b>Total des marchés hors cote</b>	<b>1 124</b>	<b>1 475</b>	<b>354 121</b>	<b>3 236</b>	<b>1 715</b>	<b>299 994</b>
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>1 152</b>	<b>1 515</b>	<b>494 978</b>	<b>3 236</b>	<b>1 715</b>	<b>473 895</b>

## 5. ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

### a) Politique, directive, protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur

La juste valeur se définit comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La juste valeur est établie pour chaque instrument financier, qui peut représenter un élément autonome d'actif ou de passif, par exemple une action ou une obligation, ou un groupe d'actifs et de passifs, par exemple une participation dans une filiale non consolidée ou une entreprise associée. Lors de sa comptabilisation initiale, la meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier est le prix de la transaction, soit la juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée. Subséquemment, la juste valeur d'un instrument financier est établie à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi que des données d'entrée non observables. La CDPQ utilise des techniques d'évaluation appropriées selon les caractéristiques de l'instrument financier, la disponibilité des données d'entrée et les hypothèses que prendraient en compte les intervenants du marché, tout en maximisant l'utilisation de données d'entrée observables pertinentes et en minimisant l'utilisation de données d'entrée non observables.

Conformément aux procédures d'évaluation de la CDPQ encadrées par la *Politique d'évaluation des investissements de la CDPQ*, les placements moins liquides incluant notamment les placements privés et d'infrastructures, les placements de biens immobiliers et de dettes immobilières, les créances d'entreprises et les fonds font l'objet d'une évaluation semestrielle. La politique, la directive et les protocoles et procédures entourant l'évaluation de la juste valeur, de même que les techniques d'évaluation de la juste valeur sont décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022. Aucun changement important n'a eu lieu depuis. La politique, la directive et les protocoles, procédures et techniques d'évaluation de la juste valeur ont été appliqués de manière constante et uniforme pour toutes les périodes.

### b) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers à la JVBRN de la CDPQ sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur décrite ci-dessous, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur.

*Niveau 1* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.

*Niveau 2* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.

*Niveau 3* : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments financiers similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque période.

La détermination des niveaux de la hiérarchie de la juste valeur des instruments financiers est influencée par les facteurs de marché qui prévalent à la date d'évaluation. Conséquemment, le classement selon chaque niveau peut varier significativement d'une période à une autre.

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

Les tableaux suivants présentent la répartition de la juste valeur des instruments financiers entre les trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur :

	30 juin 2024			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	3 351	-	3 351
Avances à des déposants	-	245	-	245
Revenus de placement courus et à recevoir	-	1 750	-	1 750
Autres actifs	-	3 806	-	3 806
Placements				
Équivalents de trésorerie	-	180	-	180
Valeurs à court terme	-	249	-	249
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	12 423	-	12 423
Créances d'entreprises	-	-	1 945	1 945
Obligations	98 559	14 631	885	114 075
Actions				
Cotées en bourse	126 120	30	-	126 150
Non cotées	-	3 844	17 351	21 195
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	-	58 328	58 328
Placements de dettes immobilières	-	20 079	1 841	21 920
Placements privés	-	51	62 813	62 864
Placements d'infrastructures	-	-	58 155	58 155
Placements de titres à revenu fixe	-	-	42 836	42 836
Placements de fonds de couverture	-	2 823	5 029	7 852
Placements de marchés boursiers	-	5 099	38	5 137
Instruments financiers dérivés	-	1 152	-	1 152
	224 679	69 713	249 221	543 613
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	4 567	-	4 567
Autres passifs	-	4 793	-	4 793
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	40 947	-	40 947
Titres vendus à découvert	1 016	-	-	1 016
Billets de trésorerie à payer	-	6 898	-	6 898
Emprunts à payer	-	426	-	426
Billets à terme à payer	-	32 624	-	32 624
Instruments financiers dérivés	-	1 515	-	1 515
	1 016	91 770	-	92 786
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	2 246	-	2 246
Dépôts à terme	-	6	-	6
Distributions à verser aux déposants	-	1 315	-	1 315
Dépôts à participation	-	448 573	-	448 573
	-	452 140	-	452 140

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

31 décembre 2023

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers</b>				
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	-	1 569	-	1 569
Avances à des déposants	-	1 171	-	1 171
Revenus de placement courus et à recevoir	-	1 411	-	1 411
Autres actifs	-	705	-	705
Placements				
Équivalents de trésorerie	-	100	-	100
Valeurs à court terme	-	960	-	960
Titres achetés en vertu de conventions de revente	-	15 383	-	15 383
Créances d'entreprises	-	-	2 559	2 559
Obligations	72 871	17 245	691	90 807
Actions				
Cotées en bourse	122 967	36	-	123 003
Non cotées	-	3 410	17 391	20 801
Participations dans des filiales non consolidées				
Placements de biens immobiliers	-	12 357	45 613	57 970
Placements de dettes immobilières	-	17 490	5 021	22 511
Placements privés	-	306	59 712	60 018
Placements d'infrastructures	-	-	54 127	54 127
Placements de titres à revenu fixe	-	-	40 571	40 571
Placements de fonds de couverture	-	2 486	5 023	7 509
Placements de marchés boursiers	-	5 317	30	5 347
Instruments financiers dérivés	-	3 236	-	3 236
	195 838	83 182	230 738	509 758
<b>Passifs financiers excluant l'actif net attribuable aux déposants</b>				
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	4 503	-	4 503
Autres passifs	-	2 248	-	2 248
Passifs relatifs aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	29 805	-	29 805
Titres vendus à découvert	1 106	-	-	1 106
Billets de trésorerie à payer	-	9 151	-	9 151
Emprunts à payer	-	1 635	-	1 635
Billets à terme à payer	-	27 039	-	27 039
Instruments financiers dérivés	-	1 715	-	1 715
	1 106	76 096	-	77 202
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>				
Dépôts à vue	-	1 654	-	1 654
Dépôts à terme	-	6	-	6
Distributions à verser aux déposants	-	3 393	-	3 393
Dépôts à participation	-	429 194	-	429 194
	-	434 247	-	434 247

## Hiérarchie de la juste valeur (suite)

### Transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur

Au 30 juin 2024, afin d'harmoniser la classification entre les niveaux de la hiérarchie des instruments financiers des filiales immobilières avec les autres filiales d'investissement, tel que décrit à la note 2, les instruments financiers d'une valeur de 3 227 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2 et 12 357 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 3. De plus, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 25 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2 et 4 144 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1.

Au 31 décembre 2023, en raison de changements dans la disponibilité de données d'entrée observables à la suite de l'évolution des conditions de marché, des instruments financiers d'une valeur de 603 M\$ ont été transférés depuis le niveau 1 vers le niveau 2 et 5 771 M\$ depuis le niveau 2 vers le niveau 1. De plus, en raison de l'augmentation des investissements sous-jacents classés au niveau 2 détenus par des filiales non consolidées, des instruments financiers d'une valeur de 1 427 M\$ ont été transférés depuis le niveau 3 vers le niveau 2.

### c) Niveau 3 : Rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, les rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture aux 30 juin 2024 et 2023 se détaillent comme suit :

								2024
	Solde d'ouverture	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture	Gains (pertes) non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1</sup>
Créances d'entreprises	2 559	(7)	40	(625)	(22)	-	1 945	(16)
Obligations	691	57	399	(261)	(1)	-	885	33
Actions	17 391	907	61	(1 008)	-	-	17 351	652
Participations dans des filiales non consolidées	210 097	8 340	6 369	(4 592)	(304)	9 130	229 040	7 614
								2023
	Solde d'ouverture	Gains (pertes) comptabilisés au résultat global <sup>1</sup>	Achats	Ventes	Règlements	Transferts	Solde de clôture	Gains non réalisés relatifs aux instruments financiers détenus à la fin de la période <sup>1</sup>
Créances d'entreprises	2 066	(30)	8	(44)	(63)	-	1 937	2
Obligations	747	(17)	-	(68)	(1)	-	661	13
Actions	18 320	686	96	(1 847)	-	-	17 255	632
Participations dans des filiales non consolidées	201 333	2 265	4 732	(1 231)	-	-	207 099	2 552

<sup>1</sup> Présentés à la rubrique « Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur » aux états consolidés intermédiaires du résultat global.

### d) Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses raisonnables

Les tableaux suivants présentent les informations quantitatives concernant les principales techniques d'évaluation et les données d'entrée non observables pour les principaux instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité à la note 5e ainsi que ceux qui sont exclus de cette analyse :

30 juin 2024					
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>					
Titres à revenu fixe	2 075	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	0,6 % à 6,1 %	4,1 %
			Taux d'actualisation	7,3 % à 10,7 %	9,9 %
<b>Actions</b>					
Placements privés	7 813	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	9,0 à 18,8	13,6
Placements d'infrastructures	4 854	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,9 % à 14,5 %	11,6 %
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>					
Placements de biens immobiliers	58 328	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	2,9 % à 13,8 %	7,5 %
			Écarts de crédit	0,0 % à 9,3 %	1,7 %
		Capitalisation des revenus Actif net immobilier	Taux de capitalisation	3,3 % à 14,3 %	5,8 %
			Taux d'escompte	0,0 % à 27,9 %	4,1 %
Placements de dettes immobilières	1 272	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	13,5 %	s.o.
Placements privés	27 391	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 17,0	12,8
Placements d'infrastructures	48 924	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 14,5 %	9,3 %
Placements de titres à revenu fixe	26 537	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,3 %	s.o.
			Écarts de crédit	0,2 % à 14,9 %	4,7 %
	177 194				
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>					
Instruments financiers <sup>1</sup>	72 027	Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
<b>Instruments financiers classés au niveau 3</b>	<b>249 221</b>				

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.

### Niveau 3 : Évaluation de la juste valeur selon des hypothèses raisonnables (suite)

				31 décembre 2023	
	Juste valeur	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables	Étendue	Moyenne pondérée
<b>Inclus dans l'analyse de sensibilité</b>					
Titres à revenu fixe	2 666	Actualisation des flux monétaires	Écarts de crédit	0,7 % à 6,7 %	4,3 %
			Taux d'actualisation	6,0 % à 10,8 %	8,8 %
<b>Actions</b>					
Placements privés	6 506	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	9,5 à 18,5	13,5
Placements d'infrastructures	7 235	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,9 % à 14,5 %	10,7 %
<b>Participations dans des filiales non consolidées</b>					
Placements de biens immobiliers	45 613	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	2,9 % à 13,8 %	7,5 %
			Écarts de crédit	0,0 % à 9,5 %	2,5 %
			Taux de capitalisation	3,3 % à 13,8 %	5,8 %
			Taux d'escompte	0,0 % à 21,6 %	3,9 %
Placements de dettes immobilières	1 794	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	13,5 %	s.o.
Placements privés	26 091	Multiple de sociétés comparables	Multiples du BAIIA	6,5 à 17,5	12,9
Placements d'infrastructures	41 048	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	6,5 % à 14,8 %	9,3 %
Placements de titres à revenu fixe	26 119	Actualisation des flux monétaires	Taux d'actualisation	7,4 %	s.o.
			Écarts de crédit	0,1 % à 16,8 %	4,8 %
	157 072				
<b>Exclus de l'analyse de sensibilité</b>					
Instruments financiers <sup>1</sup>	73 666	Transactions récentes <sup>2</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Cotes de courtiers <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
		Actif net <sup>3</sup>	s.o.	s.o.	s.o.
Instruments financiers classés au niveau 3	230 738				

s.o. : sans objet

<sup>1</sup> La juste valeur des instruments financiers présentés à cette rubrique inclut des créances d'entreprises, des obligations, des actions et des participations dans des filiales non consolidées.

<sup>2</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon les données observées lors de transactions récentes, cette valeur représente l'indication la plus représentative de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'a pas procédé à une analyse de sensibilité.

<sup>3</sup> Lorsque la juste valeur est établie selon des cotes de courtiers ou selon l'actif net, cette valeur représente la seule indication raisonnable de la juste valeur. Par conséquent, la CDPQ n'est pas en mesure de procéder à une analyse de sensibilité.



**e) Analyse de sensibilité de la juste valeur**

L'analyse qui suit illustre la sensibilité des évaluations aux hypothèses raisonnables liées aux principales données d'entrée non observables présentées aux tableaux précédents à la note 5d. La CDPQ a déterminé les hypothèses raisonnables selon son jugement et sa connaissance des marchés. Le tableau suivant présente l'augmentation et la diminution de la juste valeur découlant de l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur qui sont sujets à une analyse de sensibilité :

	30 juin 2024		31 décembre 2023	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Sensibilité de la juste valeur	10 025	(9 509)	8 913	(8 794)

Il existe une corrélation entre les données d'entrée non observables et l'établissement de la juste valeur. Ainsi, une augmentation (diminution) des taux d'actualisation, des écarts de crédit, des taux de capitalisation et des taux d'escompte entraînerait une diminution (augmentation) de la juste valeur. De plus, une augmentation (diminution) des multiples du BAIIA entraînerait une augmentation (diminution) de la juste valeur. Il n'existe pas de corrélation prévisible entre les données d'entrée non observables.

## 6. RÉSULTAT DE PLACEMENT AVANT DISTRIBUTIONS AUX DÉPOSANTS

Le tableau suivant présente le revenu net de placement, les gains (pertes) nets des instruments financiers à la JVBRN ainsi que les charges d'exploitation :

	Période de six mois close le 30 juin 2024			Période de six mois close le 30 juin 2023		
	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total	Revenu net de placement	Gains (pertes) nets	Total
<b>Activités de gestion de trésorerie</b>	5	(1)	4	8	1	9
<b>Activités provenant des placements</b>						
Valeurs à court terme	1	13	14	1	(18)	(17)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	622	(7)	615	544	1	545
Créances d'entreprises	98	(8)	90	47	(30)	17
Obligations	2 126	(1 290)	836	1 549	318	1 867
Actions	1 847	16 435	18 282	1 574	9 346	10 920
Participations dans des filiales non consolidées	1 132	9 463	10 595	1 081	2 710	3 791
Instruments financiers dérivés nets	-	(7 956)	(7 956)	-	(173)	(173)
Autres	59	(204)	(145)	50	37	87
	<b>5 890</b>	<b>16 445</b>	<b>22 335</b>	<b>4 854</b>	<b>12 192</b>	<b>17 046</b>
<b>Activités provenant des passifs relatifs aux placements</b>						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(1 318)	(661)	(1 979)	(728)	207	(521)
Titres vendus à découvert	(89)	(447)	(536)	(67)	333	266
<b>Activités de financement</b>						
Billets de trésorerie à payer	(47)	(545)	(592)	(99)	64	(35)
Emprunts à payer	(10)	(28)	(38)	(6)	12	6
Billets à terme à payer	(472)	(579)	(1 051)	(280)	336	56
<b>Autres</b>						
Frais de gestion – marchés boursiers	(40)	(14)	(54)	(45)	(18)	(63)
Coûts de transaction	-	(51)	(51)	-	(113)	(113)
	<b>(1 976)</b>	<b>(2 325)</b>	<b>(4 301)</b>	<b>(1 225)</b>	<b>821</b>	<b>(404)</b>
	<b>3 914</b>	<b>14 120</b>	<b>18 034</b>	<b>3 629</b>	<b>13 013</b>	<b>16 642</b>
Charges d'exploitation <sup>1</sup>			(471)			(433)
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>			<b>17 563</b>			<b>16 209</b>

<sup>1</sup> Depuis le 26 avril 2024, les employé(e)s des filiales immobilières ont été intégrés au sein de la CDPQ, tel que décrit à la note 2. Par conséquent, les charges d'exploitation de la CDPQ incluent désormais les charges de ses filiales immobilières, qui étaient auparavant déduites du résultat de placement des participations dans des filiales non consolidées.

## 7. INFORMATION SECTORIELLE

La CDPQ propose à ses déposants de répartir leurs fonds dans des portefeuilles spécialisés qui regroupent des titres de même type. Ces portefeuilles constituent des secteurs opérationnels qui ont été regroupés en trois secteurs distincts selon leur approche de gestion, leurs caractéristiques économiques et leurs objectifs de rendement :

- Revenu fixe : le secteur a comme objectif de réduire le niveau de risque global du portefeuille de la CDPQ et d'effectuer l'appariement entre l'actif et le passif des déposants tout en constituant une source importante de liquidité. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Taux, Crédit et Valeurs à court terme.
- Actifs réels : le secteur a comme objectif d'exposer la CDPQ à des marchés dont les revenus de placement sont indexés à l'inflation et d'assurer la couverture partielle du risque d'inflation associé au passif de plusieurs déposants. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Immeubles et Infrastructures.
- Actions : le secteur a comme objectif d'augmenter le rendement espéré des déposants à long terme. Ce secteur est composé des portefeuilles spécialisés Marchés boursiers et Placements privés.

Le tableau suivant présente la répartition de l'actif net attribuable aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Revenu fixe	140 907	135 021
Actifs réels	110 220	105 422
Actions	202 477	194 160
Autres <sup>1</sup>	(1 464)	(356)
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>	<b>452 140</b>	<b>434 247</b>

Le tableau suivant présente la répartition du résultat de placement avant distributions aux déposants selon chaque secteur de la CDPQ :

	Période de six mois close le 30 juin 2024	Période de six mois close le 30 juin 2023
Revenu fixe	(2 390)	4 552
Actifs réels	1 472	1 772
Actions	20 062	11 265
Autres <sup>1</sup>	(1 581)	(1 380)
<b>Résultat de placement avant distributions aux déposants</b>	<b>17 563</b>	<b>16 209</b>

<sup>1</sup> « Autres » comprend le portefeuille spécialisé Répartition de l'actif, les activités de trésorerie et les activités personnalisées des fonds particuliers, qui constituent la détention directe d'instruments financiers dérivés par les fonds particuliers destinés à la gestion personnalisée de l'exposition désirée par chacun des déposants.

## 8. IDENTIFICATION ET GESTION DES RISQUES

### Politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement

La CDPQ est responsable de gérer les sommes déposées en conformité avec les ententes de service et les politiques de placement des déposants, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés ainsi que la politique de gestion intégrée des risques. Pour ce faire, la CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

En plus des politiques, directives et procédures de la gestion des risques liés aux activités d'investissement décrites aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022, la description et la quantification des risques sont présentées aux sections suivantes.

#### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

La CDPQ gère le risque de marché de manière intégrée pour tous les portefeuilles spécialisés. Les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les régions géographiques et les émetteurs sont pris en compte. Le risque de marché de la CDPQ est géré et calculé selon les facteurs pouvant influencer la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements.

Le risque de marché de la CDPQ est mesuré au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel de la CDPQ, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des événements défavorables observés sur un horizon d'un mois. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel de la CDPQ pourrait dépasser dans 5 % des cas au cours de la prochaine année. La CDPQ évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans ses portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel de la CDPQ.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode est décrite aux états financiers consolidés annuels de la CDPQ pour les exercices clos les 31 décembre 2023 et 2022. Aucun changement n'a eu lieu depuis.

Deux mesures du risque sont calculées et analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel de la CDPQ;
- Le risque absolu du portefeuille de référence visé par les déposants représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence de la CDPQ.

Les risques absolus du portefeuille réel et du portefeuille de référence de la CDPQ sont mesurés régulièrement et sont utilisés afin de calculer le ratio du risque absolu qui est sujet à certaines limites. Le ratio du risque absolu est obtenu en divisant le risque absolu du portefeuille réel par le risque absolu du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et le risque absolu du portefeuille de référence de la CDPQ, incluant le risque des investissements sous-jacents des filiales non consolidées dont le risque est géré par la CDPQ, en pourcentage de l'actif net, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique d'observation sur une période allant de 2006 à la date de clôture de la période, ainsi que le ratio du risque absolu, se présentent comme suit :

	30 juin 2024			31 décembre 2023		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Ratio du risque absolu
Valeur à risque	16,9 %	16,1 %	1,05	17,1 %	16,2 %	1,05

De plus, dans le cadre de la gestion du risque de marché, la CDPQ utilise des tests de tension qui permettent d'évaluer les répercussions de circonstances particulières sur les rendements du portefeuille réel de la CDPQ selon des scénarios historiques, hypothétiques ou de sensibilité sur un facteur de risque. À l'aide de différents types de scénarios, les tests de tension mesurent le gain ou la perte de valeur d'un instrument financier à la suite d'une variation d'un ou plusieurs facteurs de risque souvent reliés, comme le cours des actions, les taux d'intérêt, les écarts de taux, les taux de change, le prix des produits de base et la volatilité des marchés. Les scénarios hypothétiques sont par ailleurs enrichis continuellement pour intégrer les nouveaux enjeux, tels que l'incidence de la hausse de l'inflation sur l'économie mondiale.

## Risque de marché (suite)

### Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

La stratégie de gestion des devises de la CDPQ vise à optimiser le portefeuille global ainsi que chacun des portefeuilles spécialisés en recherchant l'exposition nette optimale aux devises en considérant le rendement, le risque et la diversification attendus de chacune des devises à long terme. Un suivi fondamental des dynamiques macroéconomiques et des facteurs influençant le rendement des devises complète l'approche.

Les principales expositions aux devises des pays développés sont soumises à une couverture stratégique et dynamique. Les décisions de couverture stratégique sont mises en place pour optimiser l'exposition nette des devises à long terme selon les niveaux de couverture par portefeuille spécialisé et par devise. La gestion dynamique vise à optimiser certains portefeuilles spécialisés lorsque le dollar canadien semble fortement sous-évalué ou surévalué par rapport à sa valeur d'équilibre face à celle des pays développés selon une série de modèles de valorisation. La couverture dynamique devrait donc être peu fréquente pour une devise donnée, mais la durée de couverture, étant imprévisible, pourrait grandement varier et s'étendre de quelques semaines à plusieurs années. La dernière partie de l'approche concerne les décisions de gestion active, soit les couvertures discrétionnaires, pouvant être mises en place lors de situations de marché particulières.

La CDPQ utilise donc des instruments financiers dérivés de devises pour gérer le risque de change.

L'exposition nette aux devises tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés de change et des investissements sous-jacents en devises des filiales non consolidées dont le risque de change est géré par la CDPQ. L'exposition nette de la CDPQ aux devises en pourcentage de l'actif net incluant les achats et les ventes des unités de participation des portefeuilles spécialisés effectuées au début de chaque mois, se détaille comme suit :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Dollar canadien	52 %	52 %
Dollar américain	23 %	23 %
Euro	6 %	7 %
Dollar australien	1 %	1 %
Dollar de Hong Kong	1 %	1 %
Dollar de Taïwan	1 %	-
Livre sterling	4 %	4 %
Peso mexicain	1 %	1 %
Réal brésilien	2 %	2 %
Roupie indienne	2 %	2 %
Yen	2 %	2 %
Yuan chinois	1 %	1 %
Autres	4 %	4 %
	100 %	100 %

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

### Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix courants (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument financier en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

## Risque de concentration

L'analyse du risque de concentration est effectuée globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère. La politique de gestion intégrée des risques prévoit des limites d'exposition par catégorie d'instruments financiers, par émetteur, pour les marchés en croissance et pour certains pays. De plus, les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoient des limites précises par émetteur, par secteur d'activités et par région géographique.

Une limite de concentration par émetteur est établie à 3 % de l'actif total de la CDPQ, à l'exception des titres émis par les gouvernements canadien et américain ou par leurs agences qui bénéficient d'une garantie explicite, par une province ou un territoire canadiens, leurs ministères ou organismes mandataires et par les émetteurs souverains dont la notation de crédit est AAA, lesquels ne font pas partie d'une limite de concentration. La concentration par émetteur est observée quotidiennement ou à l'initiation d'une transaction nécessitant l'approbation du comité Investissement-Risques ou du conseil d'administration, le cas échéant.

Le risque de concentration tient compte de l'effet des instruments financiers dérivés et exclut les dérivés de taux d'intérêts ainsi que les obligations gouvernementales employés dans le cadre des activités stratégiques d'ajustement de la durée.

Le tableau suivant présente les principales concentrations géographiques en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le pays de l'établissement principal des émetteurs, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
États-Unis	38 %	38 %
Canada	28 %	27 %
Europe	16 %	16 %
Asie-Pacifique	11 %	12 %
Amérique latine	4 %	4 %
Autres	3 %	3 %
	100 %	100 %

## Risque de concentration (suite)

Le tableau suivant présente les principales concentrations sectorielles en pourcentage de l'exposition nette totale, établies selon le secteur des émetteurs, incluant les investissements sous-jacents dans les filiales non consolidées dont le risque de concentration est géré par la CDPQ :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
<b>Secteur d'activité</b>		
Immobilier	15 %	15 %
Industrie	15 %	15 %
Produits financiers	10 %	10 %
Technologies de l'information	10 %	10 %
Consommation discrétionnaire	5 %	4 %
Services collectifs	6 %	6 %
Soins de santé	5 %	5 %
Produits de première nécessité	3 %	3 %
Dettes immobilières	4 %	4 %
Services de communication	5 %	5 %
Énergie	2 %	2 %
Matériaux	1 %	1 %
Autres	4 %	3 %
<b>Secteur gouvernemental</b>		
Gouvernement des États-Unis	4 %	6 %
Gouvernement du Canada	5 %	5 %
Gouvernement du Québec	2 %	2 %
Sociétés d'État et autres administrations publiques du Québec	1 %	1 %
Autres	3 %	3 %
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'exposition maximale au risque de crédit est mesurée selon la juste valeur des instruments financiers avant la prise en compte de garanties ou autres rehaussements de crédit. Pour les autres éléments, l'exposition maximale au risque de crédit correspond au montant total garanti ou engagé.

Le tableau suivant présente l'exposition maximale au risque de crédit :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Trésorerie	1 313	1 691
Montants à recevoir relatifs à des opérations en voie de règlement	3 351	1 569
Avances à des déposants	245	1 171
Revenus de placement courus et à recevoir	1 750	1 411
Autres actifs	3 806	705
Placements		
Équivalents de trésorerie	180	100
Titres à revenu fixe	128 692	109 709
Participations dans des filiales non consolidées sous forme d'instruments d'emprunts	39 152	37 883
Instruments financiers dérivés	1 152	3 236
	<b>179 641</b>	<b>157 475</b>
<b>Autres éléments</b>		
Cautionnements et garanties financières (note 10)	2 069	2 178
	<b>181 710</b>	<b>159 653</b>

## Concentration du risque de crédit

L'analyse de la concentration du risque de crédit mesure la juste valeur de l'ensemble des instruments financiers liés à un même émetteur. La politique d'investissement des portefeuilles spécialisés prévoit des limites de concentration par cote de crédit. L'analyse du risque de crédit considère la probabilité de défaillance et le taux de récupération sur les titres de créance détenus par la CDPQ ainsi que le suivi des changements de la qualité du crédit des émetteurs.

Le tableau suivant présente la concentration par cote de crédit des émetteurs de la CDPQ pour les titres à revenu fixe et les instruments financiers dérivés ayant un risque de crédit, en pourcentage de l'exposition totale au risque de concentration de crédit :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
<b>Cote de crédit</b>		
AAA - AA	72 %	76 %
A	3 %	2 %
BBB	9 %	7 %
BB ou inférieur	11 %	11 %
Pas de cote de crédit	5 %	4 %
	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

Les cotes de crédit des titres émis ou garantis par les gouvernements sont obtenues auprès des agences de notation de crédit reconnues. Pour les titres du secteur corporatif, les cotes de crédit sont établies à l'aide d'un processus interne de notation qui permet de suivre annuellement l'évolution du cycle de crédit, lorsque l'information nécessaire est disponible. Dans le cas contraire, la CDPQ a recours aux agences de notation de crédit reconnues.



## Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif. Il correspond également au risque qu'il ne soit pas possible de désinvestir rapidement sans exercer un effet marqué et défavorable sur le prix de l'investissement en question.

La gestion des liquidités s'effectue globalement pour l'ensemble des activités de trésorerie de la CDPQ. Le suivi des liquidités et l'analyse de la conformité aux règles préétablies s'effectuent quotidiennement. Les gestionnaires sont responsables d'évaluer la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la CDPQ.

Afin de s'assurer de l'adéquation entre les sources et les besoins potentiels de liquidité, la CDPQ bénéficie de plusieurs sources possibles de liquidité en plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie telles que l'encaissement des revenus de placement, la vente de titres obligataires, la vente en vertu de conventions de rachat et de titres liquides du marché monétaire. De plus, la CDPQ peut recourir à l'émission de billets de trésorerie et de billets à terme ainsi qu'à une facilité de crédit commise d'un montant de 4 G\$ USD pour faire face à ses engagements contractuels ainsi qu'à ses obligations financières. Au 30 juin 2024, la CDPQ dispose de 64,4 G\$ en liquidités sous forme d'obligations gouvernementales et de titres du marché monétaire (60 G\$ au 31 décembre 2023).

De plus, dans le but de gérer le risque de liquidité, la CDPQ procède à des simulations de scénarios sur plusieurs horizons ainsi qu'à l'étude des événements pouvant mener à une crise de liquidité. La CDPQ effectue un suivi rigoureux et fréquent de ses besoins potentiels de liquidités et s'assure d'un accès permanent à des sources de liquidités stables et résilientes de façon proactive.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère son risque de liquidité et ses besoins de financement.

Les tableaux suivants présentent les échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers non dérivés et des instruments financiers dérivés :

	30 juin 2024				
	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	4 567	-	-	4 567
Autres passifs	-	3 469	122	1 233	4 824
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	41 353	-	-	41 353
Titres vendus à découvert	-	1 016	-	-	1 016
Billets de trésorerie à payer	-	7 022	-	-	7 022
Emprunts à payer	-	426	-	-	426
Billets à terme à payer	-	9 300	22 416	6 228	37 944
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	2 246	6	-	-	2 252
Distributions à verser aux déposants	-	1 315	-	-	1 315
	2 246	68 474	22 538	7 461	100 719
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	123	34	1	158
Instruments financiers dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	(171 808)	(12 635)	(7 956)	(192 399)
Flux contractuels à payer	-	172 144	12 894	7 818	192 856
	-	459	293	(137)	615
	2 246	68 933	22 831	7 324	101 334

## Risque de liquidité (suite)

31 décembre 2023

	À vue	Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Passifs financiers non dérivés</b>					
Montants à payer relatifs à des opérations en voie de règlement	-	4 503	-	-	4 503
Autres passifs	-	1 013	141	967	2 121
Passifs relatifs aux placements					
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	-	30 300	-	-	30 300
Titres vendus à découvert	-	1 106	-	-	1 106
Billets de trésorerie à payer	-	9 319	-	-	9 319
Emprunts à payer	-	1 635	-	-	1 635
Billets à terme à payer	-	3 479	22 648	5 429	31 556
<b>Actif net attribuable aux déposants</b>					
Dépôts à vue et à terme	1 654	6	-	-	1 660
Distributions à verser aux déposants	-	3 393	-	-	3 393
	1 654	54 754	22 789	6 396	85 593
<b>Instruments financiers dérivés</b>					
Instruments financiers dérivés avec règlement net	-	588	20	1	609
Instruments financiers dérivés avec règlement brut					
Flux contractuels à recevoir	-	(154 229)	(8 369)	(6 461)	(169 059)
Flux contractuels à payer	-	152 895	8 537	6 368	167 800
	-	(746)	188	(92)	(650)
	1 654	54 008	22 977	6 304	84 943

De plus, en ce qui concerne l'actif net attribuable aux déposants, le *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse de dépôt et placement du Québec* prévoit que la CDPQ peut imposer des limites mensuelles d'annulation pour les unités de participation, soit un remboursement maximal par déposant pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 50 M\$. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée aux premiers jours des mois subséquents, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

## Risque de liquidité (suite)

### Risque de liquidité de financement

Les tableaux suivants présentent les principales conditions ainsi que le taux d'intérêt des passifs relatifs aux placements liés aux activités de financement de la CDPQ :

				30 juin 2024
	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	408	Moins d'un an	5,06 %
	CAD	18	Moins d'un an	4,99 %
		426		
Billets de trésorerie à payer	CAD	413	Moins d'un an	5,15 %
	USD	5 040	Moins d'un an	5,49 %
	USD	1 519	Moins d'un an	SOFR <sup>3</sup> + 0,36 %
	EUR	15	Moins d'un an	3,98 %
		6 987		
Billets à terme à payer <sup>2</sup>	USD	2 737	Juillet 2024	3,15 %
	USD	1 847	Mai 2025	SOFR <sup>3</sup> + 0,40 %
	USD	274	Mai 2025	5,25 %
	USD	3 421	Juin 2025	0,88 %
	USD	2 737	Février 2026	4,50 %
	USD	1 368	Mai 2026	1,00 %
	CAD	1 250	Octobre 2026	1,50 %
	USD	2 053	Février 2027	1,75 %
	EUR	2 933	Avril 2027	1,13 %
	CAD	1 250	Juin 2027	3,80 %
	CAD	2 000	Mars 2028	3,70 %
	USD	2 053	Juillet 2028	4,25 %
	EUR	2 200	Avril 2029	3,00 %
	USD	2 053	Juin 2029	4,88 %
	CAD	1 500	Septembre 2029	3,95 %
	AUD	273	Mai 2030	4,38 %
	CAD	1 500	Décembre 2030	4,20 %
NOK	77	Avril 2038	3,54 %	
USD	1 710	Novembre 2039	5,60 %	
		33 236		

<sup>1</sup> Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens et représentent les montants à rembourser à l'échéance.

<sup>2</sup> Au 30 juin 2024, les billets à terme comprennent 2 618 M\$ d'obligations vertes affectées à une sélection d'investissements conformes aux catégories de projets admissibles établis par le Cadre de référence des obligations vertes de la CDPQ, qui est aligné sur les Principes applicables aux obligations vertes de l'*International Capital Market Association*.

<sup>3</sup> SOFR : *Secured Overnight Financing Rate*

	Devise	Valeur nominale <sup>1</sup>	Échéance	Taux d'intérêt
Emprunts à payer	USD	885	Moins d'un an	4,90 %
	CAD	750	Moins d'un an	4,75 %
		1 635		
Billets de trésorerie à payer	CAD	754	Moins d'un an	5,12 %
	USD	6 400	Moins d'un an	5,68 %
	USD	2 123	Moins d'un an	SOFR <sup>3</sup> + 0,45 %
	EUR	14	Moins d'un an	3,98 %
		9 291		
Billets à terme à payer <sup>2</sup>	USD	2 637	Juillet 2024	3,15 %
	USD	1 780	Mai 2025	SOFR <sup>3</sup> + 0,40 %
	USD	264	Mai 2025	5,25 %
	USD	3 296	Juin 2025	0,88 %
	USD	2 637	Février 2026	4,50 %
	USD	1 319	Mai 2026	1,00 %
	CAD	1 250	Octobre 2026	1,50 %
	USD	1 978	Février 2027	1,75 %
	EUR	2 913	Avril 2027	1,13 %
	CAD	1 250	Juin 2027	3,80 %
	CAD	2 000	Mars 2028	3,70 %
	USD	1 978	Juillet 2028	4,25 %
	CAD	1 500	Septembre 2029	3,95 %
	AUD	270	Mai 2030	4,38 %
	CAD	750	Décembre 2030	4,20 %
	NOK	78	Avril 2038	3,54 %
USD	1 648	Novembre 2039	5,60 %	
		27 548		

<sup>1</sup> Les montants présentés sont convertis en dollars canadiens et représentent les montants à rembourser à l'échéance.

<sup>2</sup> Au 31 décembre 2023, les billets à terme comprennent 2 569 M\$ d'obligations vertes affectées à une sélection d'investissements conformes aux catégories de projets admissibles établis par le Cadre de référence des obligations vertes de la CDPQ, qui est aligné sur les Principes applicables aux obligations vertes de l'*International Capital Market Association*.

<sup>3</sup> SOFR : *Secured Overnight Financing Rate*

Les billets de trésorerie sont émis à des taux fixes ou variables pour des échéances ne dépassant pas 12 mois et garantis par les actifs de la CDPQ. En vertu de la limite prescrite dans le document d'information d'émission des billets de trésorerie, la valeur nominale de l'ensemble de ces billets en circulation ne peut excéder en tout temps 12 G\$ USD pour le programme américain, et l'équivalent de 4 G\$ CAD pour les billets de trésorerie émis au Canada et à l'étranger, à l'exclusion des États-Unis.

Les billets à terme sont émis à des taux fixes ou variables, sont remboursables à l'échéance et garantis par les actifs de la CDPQ.

De plus, la CDPQ possède une facilité de crédit commise auprès d'un syndicat bancaire d'un montant total équivalent à environ 5 G\$ CAD, soit deux tranches de 2 G\$ USD qui sont renouvelables annuellement pour des termes de deux et trois ans respectivement. La facilité de crédit porte intérêt à taux variable et est garantie entièrement, inconditionnellement et irrévocablement par la CDPQ. Aux 30 juin 2024 et au 31 décembre 2023, aucun montant n'a été prélevé sur cette facilité de crédit.

## 9. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

### Transactions avec des parties liées

Les principales parties liées de la CDPQ comprennent les filiales non consolidées, les coentreprises, les entreprises associées ainsi que les principaux dirigeants de la CDPQ.

La CDPQ réalise diverses opérations avec des parties liées. Ces transactions sont conclues aux mêmes conditions que celles prévalant sur le marché avec des parties non liées et sont mesurées à la juste valeur et reflétées aux états consolidés intermédiaires du résultat global selon la nature des opérations. Par la nature même des activités de la CDPQ à titre d'entité d'investissement, la CDPQ peut investir dans plusieurs catégories de placements, entre autres des placements dans des filiales non consolidées, des coentreprises et des entreprises associées.

### Autres parties liées

La CDPQ est régie par la Loi et le gouvernement du Québec nomme les différents membres du conseil d'administration, dont au moins les deux tiers doivent être des membres indépendants. Il approuve également la nomination du président et chef de la direction. Ainsi, la CDPQ se prévaut de l'exemption prévue selon l'IAS 24 – *Information relative aux parties liées* quant à la divulgation des transactions avec une autorité publique liée et avec toutes les entités liées à cette autorité. Les transactions réalisées avec le gouvernement du Québec et ses entités liées sont des activités d'investissement en obligations émises ou garanties par celui-ci et sont effectuées aux conditions normales du marché, par l'intermédiaire de courtiers externes.

## 10. ENGAGEMENTS, CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

En raison de la nature même de ses activités, la CDPQ et ses filiales d'investissement prennent divers engagements d'achat de placements dont le règlement se fera au cours des prochaines périodes conformément aux modalités prévues dans les conventions. Les engagements en vertu des contrats de location se chiffrent comme suit : 36 M\$ exigibles dans moins de 1 an, 143 M\$ exigibles dans 1 an à 5 ans et 627 M\$ exigibles par la suite, jusqu'à la date d'expiration des contrats de location.

Les cautionnements et les garanties financières consistent pour la CDPQ à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des opérations sur instruments financiers dérivés, le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation ainsi que certaines lettres de crédit pour ses filiales. Dans le cadre de certaines transactions de placement, la CDPQ peut également fournir des garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Les filiales d'investissements peuvent également fournir des lettres de garanties ou émettre des lettres de crédit à des tiers. Dans ce cas, le recours légal du bénéficiaire est limité aux actifs identifiables de la filiale et n'entraîne aucun recours sur l'ensemble des actifs de la CDPQ.

Les engagements, les cautionnements et les garanties financières se détaillent comme suit :

	30 juin 2024	31 décembre 2023
Engagements d'achat de placements <sup>1</sup>	38 581	22 552
Engagements en vertu de contrats de location	806	510
Cautionnements et garanties financières <sup>2</sup>	2 069	2 178
	41 456	25 240

<sup>1</sup> Au 30 juin 2024, tel que décrit à la note 2, un montant de 14 849 M\$ d'engagements d'achats de placements est inclus à la suite de l'intégration des filiales d'investissement immobilières au sein de la CDPQ.

<sup>2</sup> Comprend un montant de 282 M\$ fourni par les filiales d'investissement.

### Litiges

Dans le cours normal des affaires, la CDPQ et ses filiales d'investissement peuvent faire l'objet d'un certain nombre de poursuites judiciaires. Bien que la CDPQ et ses filiales d'investissement ne puissent prédire l'issue des poursuites en cours au 30 juin 2024, la CDPQ et ses filiales d'investissement n'ont aucune raison de croire que le règlement d'une de ces poursuites pourrait avoir une incidence importante sur sa situation financière.